

Compte-rendu Débat National sur l'avenir de l'école Ecole Primaire 12, rue Saint Lambert B

01 Quelles sont les valeurs de l'école républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

L'école républicaine permet à chacun de s'en sortir. Elle doit « ouvrir à l'autre », représenter la même chose pour tous, et offrir une vraie égalité des chances.

Elle fait partie des valeurs de notre société. Elle a su faire évoluer la société et doit savoir s'adapter à ses changements. Elle est à son image, hétéroclite.

L'école publique doit rester libre. On y apprend l'ouverture d'esprit, la tolérance. C'est une institution, qui doit former les enfants à pouvoir vivre ensemble dans le respect des valeurs de chacun, à en faire des citoyens. Il faut faire attention à l'abandon de la sacralisation de l'école. La société finit par en attendre un « service », et ce n'est pas souhaitable.

Egalité : l'école doit prendre en charge les capacités de l'enfant, de tous les enfants. A l'heure actuelle, l'école publique n'est pas totalement égalitaire, et il faut faire extrêmement attention à ne pas créer l'égalité en nivelant par le bas. Attention à ne pas faire d'amalgame entre égalité et résultats.

Dans les collèges et les lycées, les différences de niveau dans les classes et les différents lycées ont toujours existé. La classe européenne en est un exemple : ce sont les meilleurs qui continuent à y avoir accès en quatrième, il y a donc inégalité des traitements. C'est contraire aux valeurs de l'école.

Notre système d'éducation étant national, il est nécessaire d'homogénéiser les moyens entre Paris, la banlieue et la province. Que peut devenir l'école républicaine après une décentralisation ?

Ce n'est pas un débat école publique/ école privée, mais certains parents préfèrent mettre leurs enfants dans le privé pour leur assurer un meilleur environnement ou pour leur assurer un meilleur avenir. Pourtant, les parents croient en l'école publique et veulent continuer d'y croire. Il faut plus d'échanges entre l'école et les parents. Il serait peut-être nécessaire de créer des postes de médiateurs ou translateurs pour expliquer les institutions aux parents, leur permettre de s'investir. Pourquoi ne pas créer un site internet où les parents pourraient prendre connaissance de la vie à l'école ? Demander aux parents de se pencher sur ce que signifie pour eux : liberté, égalité et fraternité.

Pour aider la société à reconnaître l'école publique, il est nécessaire de créer des liens avec d'autres institutions en rapport avec la jeunesse. Cela existe dans certains départements.

Travailler pour l'égalité des enfants implique :

Des moyens différenciés, une modularité des enseignements adaptée aux enfants,

Des classes à effectif plus réduit,

Des surveillants permettant un réel encadrement des élèves en collège,

La réouverture de réelles classes spécialisées (et non des ghettos) et de classes de soutien,

Une multiplication des postes de psychologues, psychomotriciens, médecins scolaires et rééducateurs,

Augmenter le budget, ou mieux le répartir ?

Propositions

- Ouvrir l'Ecole à une collaboration avec les autres institutions, et les parents
- Déterminer un socle commun de valeurs, redéfinir clairement éducation et instruction
- Donner à l'Ecole les moyens humains permettant à chaque enfant de s'épanouir à la mesure de ses capacités.

05 Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement, les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

L'emploi du mot « compétences » est jugé inapproprié : il place les enfants dans une logique de compétition, ce qui est contraire au rôle de l'école. L'enfant est jugé comme un travailleur et non comme un élève, on mélange savoir et comportement.

On peut considérer les « compétences » non pas uniquement disciplinaires, mais transversales : comme une maîtrise des connaissances et le développement de l'autonomie.

La base de toute éducation est l'apprentissage de règles de comportement, dès la maternelle. Devant le constat d'échec de l'éducation de la jeunesse dans nos sociétés occidentales, certains participants regrettent la phrase de morale qui existait il y a 30 ans (instruction civique). L'autorité du maître n'est plus assez reconnue. Il faut donc restaurer certaines règles de comportement, mais trouver un outil, une méthode qui permettent de le faire de façon non contraignante ou autoritaire. Il faudrait recoder le mot « morale », et redonner un véritable cadre aux enfants. Deux possibilités : y consacrer un espace « temps » dans la semaine, ou diffuser de façon constante les règles de comportement et de savoir-vivre.

L'école doit ouvrir l'esprit de l'enfant, et non le former à un besoin quelconque. Il faut lui donner envie et lui apprendre le plaisir d'apprendre. Mais le plaisir dépend principalement des centres d'intérêt de l'enfant. Il arrive un moment où l'enfant doit faire des efforts et remettre en cause ses modes de fonctionnement. On ne naît pas naturellement civique, on ne connaît pas les tables de multiplication de façon innée... Le challenge est de ne pas créer d'opposition entre plaisir et contraintes (goût de l'effort). Il faut réintroduire l'envie de faire.

L'école est ancrée dans notre société et doit préparer l'enfant à y entrer, le « construire ». Il doit pouvoir développer son esprit critique, s'exprimer pour être libre, gérer sa vie. Comment construire un enfant adapté au monde actuel ? Il n'y a plus de socle de base. On constate un grand manque de tolérance et d'acceptation des différences.

Toutes ces tâches peuvent très difficilement être réalisées sans une participation active des parents.

La mission fondamentale de l'école serait-elle « le plaisir d'apprendre » ? Comment gérer cette mission et en même temps finir des programmes de plus en plus riches ? Fait-on faire trop de choses aux enfants ?

Il doit y avoir une redéfinition des connaissances de base, du temps et des moyens (financiers, humains etc.) Faut-il modifier la formation des enseignants ? Les méthodes pédagogiques ?

Propositions

- Se référer à la charte des droits de l'enfant
- Renforcer l'action sur l'apprentissage des règles de comportement et la concertation, dès l'école maternelle
- Rétablir un vrai programme d'Instruction civique.

08 Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Débattre de la question, c'est admettre l'existence d'un problème.

En maternelle, les enseignants disent la difficulté de gérer la grande hétérogénéité des enfants, la différence d'âge dans une même classe, les effectifs... On ne peut pas à proprement parler de « travail » en maternelle, le terme est jugé choquant. Mais on constate que la soif d'apprendre existe chez tous même si elle se manifeste dans des domaines très différents selon les enfants.

Tous s'accordent sur le fait que la motivation est indispensable : apprendre peut être difficile, cela demande des efforts. Plus les envies divergent des apprentissages, plus c'est dur.

La motivation peut être générée par les liens créés avec le concret, l'utile (les maths pour la monnaie de la boulangère, la lecture pour arriver à lire le programme télé...). L'apprentissage doit « parler » à l'enfant, lui apporter une aide dans son quotidien ;

Un autre biais peut être le « dépaysement » : sortir de la maison, aller vers ce qui est nouveau ;

L'affectif joue un grand rôle : l'enfant veut faire plaisir à ses parents, à son maître ;

L'émulation, qui existe naturellement chez l'enfant, peut être positive si elle est correctement gérée ;

L'apprentissage du goût de l'effort est également nécessaire.

Pour motiver les élèves, faut-il motiver les parents ? Leur attitude des parents change au cours de la scolarité des enfants : présents en maternelle, ils ressentent un manque d'ouverture de la primaire, et se démobilisent au collège. Pourtant, leur implication est indispensable. C'est un constat qui pose problème lorsque des difficultés familiales ne permettent pas aux parents de jouer le rôle que leur demande l'école (devoirs, révisions, disponibilité...). Même si l'enfant n'est pas toujours capable de comprendre l'enjeu de l'école, parents et enseignants doivent tenir un discours cohérent montrant la voie à suivre à l'enfant. L'image de l'école et l'image de l'enseignant doivent être véhiculées par les parents car les enseignants ont besoin de sentir leur fonction respectée et valorisée.

Autre obstacle à la motivation : la concentration. Elle diminue de plus en plus, alors que les programmes sont de plus en plus chargés. Or, les programmes doivent être terminés ! On peut se poser la question de cette nécessité. Les programmes sont-ils trop chargés, au détriment du temps consacré aux enseignements fondamentaux ?

L'enseignant est partagé entre la transmission des savoirs et l'épanouissement de l'enfant. Il n'est plus un simple technicien des apprentissages et doit pouvoir travailler avec passion. Comment faire pour la restaurer quand elle n'est plus là ?

La motivation ne doit pas être strictement individuelle, mais également collective. Il faut pour cela améliorer les liens avec les autres collectivités.

Il faudra à l'avenir que l'école puisse adapter les modes d'apprentissages, seule réponse à des ressorts de motivation différents et des niveaux différents entre les élèves d'une même classe : les moyens doivent être donnés à tout ce qui favorise des réponses individualisées avec le développement de ponts parents-enseignants, et tout cela dans le respect du travail en cycle.

Propositions

- développer le goût de l'effort chez les élèves
- appliquer réellement le travail par cycles, ce qui sous-entend le travail en équipe et les projets d'enseignants
- motiver parents et enseignants.

13 Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

Qu'on le veuille ou non, nous faisons partie d'un système de sélection car la compétition existe entre les enfants. Les enseignants doivent faire avec, en développant une émulation positive et la solidarité entre les élèves en primaire. Mais tous les enfants ne peuvent pas « suivre ». La première question est la définition de la grande difficulté. Les difficultés sont nombreuses et très variées : enfants non francophones, problèmes de psychomotricité, violence, difficultés de compréhension, absence de motivation...

Il est établi qu'une grande difficulté doit être diagnostiquée par des spécialistes. Or, le personnel qualifié capable de faire un tel dépistage est de moins en moins nombreux dans les écoles. De plus, son rôle se borne à détecter les problèmes et à orienter les parents vers d'autres types d'aide (orthophonistes, psychologues ...). Il ne prend pas en charge les problèmes des enfants.

Nombreux sont les enseignants compétents, impliqués et motivés mais impuissants, qui voient les élèves en grande difficulté souffrir durant toute leur scolarité sans solution adaptée (en voyant en même temps les meilleurs s'ennuyer). Ils se disent aussi dépassés par les grandes difficultés de comportement.

Dans son organisation actuelle, l'école n'est pas non plus capable de pratiquer la pédagogie différenciée qui s'impose. Sans modularité, c'est l'échec. L'école a besoin de souplesse et de décloisonnement pour permettre l'apprentissage de méthodes et de savoirs par tous les élèves, avec des exigences adaptées au profil des enfants. Il faut pouvoir faire du spécifique, sans que ce soit définitif : les enfants doivent pouvoir être soutenus et ensuite retourner dans un cursus normal.

Il est nécessaire aussi de travailler sur l'idée que les parents ont du redoublement. Il ne doit pas être vécu comme une punition ou un échec, mais comme une chance de pouvoir se remettre à niveau.

Afin de pouvoir travailler dans des conditions acceptables, enseignants et directeurs demandent à l'Education Nationale de respecter ses propres normes : ne pas dépasser 25 élèves par classe en CP.

D'autre part, il est clair pour les participants au débat que l'école a besoin de moyens humains pour aider les enseignants : un plus grand nombre d'intervenants spécialisés (psychologues, rééducateurs, psychomotriciens...) assurant une réelle prise en charge des enfants ; un enseignant supplémentaire par école, permettant de créer des groupes de soutien par matière et par niveau.

Il est aussi envisagé la possibilité d'avoir recours à un médiateur dans les cas de troubles de comportement.

L'aide doit aussi venir de la restauration de certaines structures : les classes francophones, d'adaptation, d'autres encore permettant de gérer les handicaps (CLIS).

Il pourrait y avoir des contrats passés entre les chefs d'établissement et les municipalités qui pourraient mettre à disposition des écoles des moyens d'aide plus importants.

Propositions :

- un maître supplémentaire par rapport au nombre total de classes. Formé à la psychologie, il soutiendrait les enfants par petits groupes en fonction des matières enseignées et des niveaux.
- Un plus grand nombre d'intervenants spécialisés (psychologues, rééducateurs...), éventuellement par le biais d'une implication plus forte de la mairie en moyens humains.
- Un plus petit nombre d'élèves par classe.

Trois priorités pour l'école

Dans des classes à effectif plus réduit, renforcer les actions sur l'apprentissage de l'instruction civique et des règles de comportement, développer le goût de l'effort et la concertation.

Donner à l'école les moyens humains lui permettant d'accueillir tous les enfants dans de bonnes conditions: intervenants (psychologues, rééducateurs...), classes spécialisées, un maître supplémentaire par rapport au nombre de classes par école.

Désenclaver l'école en créant des partenariats d'une part avec les autres institutions (augmentation de moyens, revalorisation de sa place dans notre société), et d'autre part avec les parents (collaboration, motivation des enfants).